

Brochure n° 3344

Convention collective

IDCC : 2630. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(BOUCHES-DU-RHÔNE ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

■ *Journal officiel* du 22 mars 2008

Arrêté du 17 mars 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et Alpes-de-Haute-Provence (n° 2630)

NOR : MTST0806895A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 21 février 2008 portant extension de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et Alpes-de-Haute-Provence du 19 décembre 2006 (trois annexes) ;

Vu l'avenant du 4 décembre 2007 relatif aux taux garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 février 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et Alpes-de-Haute-Provence du

19 décembre 2006, les dispositions de l'avenant du 4 décembre 2007 relatif aux taux garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques, à la convention collective nationale susvisée, sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

Le troisième alinéa de l'article 1^{er} (Taux garantis annuels à compter de l'année 2007) est étendu sous réserve de la prise en compte des cas de rupture du contrat de travail en cours d'année dans le calcul *pro rata temporis* des salaires effectifs garantis annuels, conformément à l'accord national métallurgie du 13 juillet 1983 relatif aux rémunérations, modifié par l'accord du 17 janvier 1991.

Le deuxième point (Assiette de comparaison des taux garantis annuels) de l'article 1^{er} (Taux garantis annuels à compter de l'année 2007) est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article 5 de l'accord national métallurgie susmentionné relatives aux éléments à prendre en compte dans l'assiette de calcul de la rémunération annuelle garantie.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/3, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.